

<p>NOTE CONCERNANT LE DEROULEMENT DES ENSEIGNEMENTS ET L'ORGANISATION DES EXAMENS EN RESPECT DE LA LAÏCITE</p>

A. Principe de laïcité

Le principe de laïcité s'impose, depuis la séparation des Églises et de l'État, comme un modèle commun d'intégration républicaine, et c'est sans exclusive qu'il s'applique dans le cadre du fonctionnement et de la mission du service public de l'enseignement supérieur. L'article L. 141-6 du Code de l'éducation rappelle dans des termes clairs que « le service public de l'enseignement supérieur est laïque et indépendant de toute emprise politique, économique, religieuse ou idéologique ; il tend à l'objectivité du savoir ; il respecte la diversité des opinions. Il doit garantir à l'enseignement et à la recherche leurs possibilités de libre développement scientifique, créateur et critique ».

B. Concernant le port de certaines tenues

Les dispositions de la loi n° 2004-228 du 15 mars 2004 interdisant « le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse » ne sont pas applicables aux usagers du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Par conséquent, le port de tenues telles que le voile, la kippa ou encore le couvre- chef sikh ne peuvent être proscrits par une réglementation universitaire

Dans une réponse apportée par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, il est toutefois précisé que **les signes et tenues manifestant l'appartenance religieuse ne sont pas interdits dans l'enseignement supérieur « sous réserve de ne porter atteinte ni aux activités d'enseignement et de recherche, ni à l'ordre public. Les tenues vestimentaires doivent ainsi être conformes aux règles de sécurité et d'hygiène et être adaptées aux activités suivies, notamment aux activités de travaux pratiques en laboratoire ou aux activités sportives. Le prosélytisme et les troubles à l'ordre public sont interdits ».**

En revanche, **la loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public**, qui ne se fonde pas sur le principe de laïcité, **s'applique à l'université et justifie, par exemple, qu'un étudiant ou une étudiante dissimulant entièrement son visage y soit interdit ou interdite d'accès.** Une telle décision est conforme à l'esprit du texte dont l'exposé des motifs indique qu'il vise notamment à préserver l'exigence fondamentale du « vivre ensemble » dans la société française, ainsi que l'exigence minimale de civilité nécessaire à la relation sociale.

Ces dispositions ont été jugées conformes à la Convention européenne des Droits de l'Homme (Cour EDH, 1er juill. 2014, S.A.S. c. France, n° 43835/11, § 159, 162 et 163)

C. Concernant le bon déroulement des enseignements

Dans un avis du 27 novembre 1989, **le Conseil d'État a rappelé que la liberté reconnue aux élèves d'exprimer et de manifester leurs croyances religieuses ne doit pas porter atteinte à l'obligation d'assiduité.**

Cette position a notamment été rappelée dans la circulaire du 18 mai 2004 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de

Direction des Etudes et de la Formation

laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics : « **Les convictions religieuses ne sauraient [...] être opposées à l'obligation d'assiduité ni aux modalités d'un examen. Les élèves doivent assister à l'ensemble des cours inscrits à leur emploi du temps sans pouvoir refuser les matières qui leur paraîtraient contraires à leurs convictions. C'est une obligation légale. Les convictions religieuses ne peuvent justifier un absentéisme sélectif** ».

Des autorisations d'absence peuvent cependant être accordées ponctuellement dès lors qu'elles sont compatibles avec l'accomplissement de tâches inhérentes aux études et avec le respect de l'ordre public dans l'établissement.

Ainsi, il a pu être avancé que, pour les classes préparatoires du supérieur, il n'était pas possible d'obtenir une dérogation systématique à la présence le samedi, dès lors que le programme comportait un nombre important de cours et de contrôles de connaissances le samedi matin (Conseil d'État, Ass., 14 avril 1995, n° 157653, Koen et Consistoire central des israélites de France, Rec. p. 168).

D. Concernant le bon déroulement des examens

a. Sur les examens en contrôle continu

Les examens en contrôle continu représentent une part de plus en plus importante des modalités de contrôle des connaissances dans les cursus de formation.

Ces examens sont organisés au fil des enseignements de manière continue tout au long de l'année. Contrairement aux examens en contrôle terminal, il n'y a ni affichage, ni convocation des étudiants conformément à la réglementation des examens d'Université Côte d'Azur.

Un défaut d'assiduité à cet examen entraîne la note et le résultat ABI ou ABJ (absence injustifiée ou justifiée), qui équivaut à la note 0 (zéro) dans le calcul des moyennes.

Ainsi, à l'instar du suivi des enseignements, les convictions religieuses ne peuvent justifier un absentéisme à un examen en contrôle continu.

b. Sur les examens en contrôle terminal

Si le principe de laïcité semble s'opposer à la prise en compte de considérations religieuses pouvant marquer l'exercice des activités scolaires, notamment le déroulement des cours et des examens, en pratique toutefois, la circulaire d'application de la loi du 15 mars 2004 citée précédemment souligne que « l'institution scolaire et universitaire, de son côté, doit prendre les dispositions nécessaires pour qu'aucun examen ni aucune épreuve importante ne soient organisés le jour de grandes fêtes religieuses ».

Ainsi, il convient de veiller, dans la mesure du possible, à ce qu'une épreuve organisée le jour d'une grande fête religieuse lors de la première session d'examens ne soit pas placée un autre jour de grande fête de la même religion lors de la deuxième session.

De même, en cas d'examen oral organisé sur plusieurs jours, les examinatrices et examinateurs peuvent accepter, dans la mesure du possible également, de déplacer une date de passage en cas d'incompatibilité de celle-ci avec un calendrier religieux.

E. Ressources et références

- [Circulaire du 18 mai 2004 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2004-228 du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics](#)
- [Loi n° 2010-1192 du 11 octobre 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public](#)
- [Arrêté du 30 juillet 2019 définissant le cadre national de scolarité et d'assiduité des étudiants inscrits dans une formation relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur](#)
- [Règlement intérieur d'Université Côte d'Azur – 4^{ème} partie \(notamment art. 20\)](#)
- [Réglementation des examens d'Université Côte d'Azur](#)
- [Le guide de la laïcité à l'université \(France Universités\)](#)

Direction des Etudes et de la Formation

Calendrier des fêtes religieuses pour l'année universitaire 2024/2025	
Fêtes religieuses	Dates
Fêtes arméniennes	
Théophanie (Fête de la nativité)	Lundi 6 janvier 2025
Fête apostolique arménienne des Saints Vartanants	Jeudi 27 février 2025
Commémoration des événements marquant l'histoire de la communauté arménienne	Jeudi 24 avril 2025
Fêtes catholiques et protestantes : les principales fêtes sont prises en compte au titre du calendrier des fêtes légales (cf circulaire FP n° 1452 du 16 mars 1982)	
Toussaint	Vendredi 1 ^{er} novembre 2024
Noël	Mercredi 25 décembre 2024
Pâques	Lundi 21 avril 2025
Ascension	Jeudi 29 mai 2025
Lundi de Pentecôte	Lundi 9 juin 2025
Assomption	Vendredi 15 août 2025
Fêtes juives (commencent le soir)	
Roch Hachana (Jour de l'An)	Du jeudi 3 octobre au vendredi 4 octobre 2024 (commence le mercredi 2 octobre au soir)
Yom Kippour (Jour du Grand pardon)	Samedi 12 octobre 2024 (commence le vendredi 11 octobre au soir)
Chavouot (Pentecôte)	Du lundi 2 au mardi 3 juin 2025 (commence le dimanche 1 juin au soir)
Fêtes musulmanes : les dates de ces fêtes sont fixées à un jour près, avec un décalage en plus ou en moins selon l'observance de la lune	
Al Mawlid Ennabi	Lundi 16 septembre 2024
Aïd el Fitr	Dimanche 30 mars 2025
Aïd el Khébir	Vendredi 6 juin 2025
Fêtes orthodoxes	
Théophanie	Lundi 6 janvier 2025
Grand vendredi Saint	Vendredi 18 avril 2025
Ascension	Jeudi 29 mai 2025
Fête bouddhiste : la date de cette fête est fixée à un jour près, avec un décalage en plus ou en moins.	
Fête du Vesak (Jour du Bouddha)	Lundi 12 mai 2025

Fait à Nice, le 6 sept. 2024
 Le Directeur des Etudes
 Et de la Formation

Pascal CREMOUX

